

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3101

13 novembre 2015

SOMMAIRE

Alphabeta 4 International S.à r.l.	148812	Luxornim	148848
Auteuil Lux Investments S.A.	148811	MEIF II Luxembourg Investment S.à r.l.	148804
Bashneft Investments S.A.	148802	NAI Sécurité Protégé	148804
Brimik S.à r.l.	148828	NjördFood S.à r.l.	148806
Chai S.A.	148809	Pan European Credit S.A.	148803
CHC Helicopter S.A.	148806	Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l.	148820
Corridor Investment Pledgeco S.à r.l.	148820	Quick International S.A.	148819
CTBX International S.à r.l.	148812	Roc-Immo S.à r.l.	148810
Edisys S.A.	148810	Sefin Investments S.A.	148805
Eduko Education HoldCo S.à r.l.	148830	Shield Investments III S.à r.l.	148848
Euron S.A.	148811	Société Européenne d'Investissements Mon-	
European Senior Secured S.à r.l.	148810	diaux - SEIM S.à r.l.	148808
European Solar Opportunities II	148804	SOF-IX Interhotel Holdings Lux S.à r.l.	148804
G.E.N.T.I.L.L.L. S.à r.l.	148805	Sunridge S.A.	148806
Gherbi & Co Holding S.A.	148808	Swan Walk S.à r.l.	148809
Global-Pack S.à r.l.	148802	Technochem S.A.	148806
Go Find IT Technologies S.A.	148810	Trinity - Gérance Immobilière S.à r.l.	148805
Goldenstorm S.A.	148803	Vauban Lux S.à r.l.	148807
Highvale Power Luxembourg Branch	148809	Vauban Lux S.à r.l.	148848
Lasting S.A.	148808	Vauban Lux S.à r.l.	148807
LSREF3 Eve Holdings S.à r.l.	148808	Vespucci S.à r.l.	148807
LSREF3 Octopus Investments S.à r.l.	148803	Wyeth Ayerst Sàrl	148802
LSREF4 Churchill Holdings S.à r.l.	148803	Wyeth Ayerst Sàrl	148802
LuxHedge	148807	Wyeth Ayerst Sàrl	148805

Wyeth Ayerst Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.053.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159060/10.

(150175129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Wyeth Ayerst Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 149.053.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159061/10.

(150175137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Bashneft Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 180.623.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 20 Avril 2015

Rénomination de Monsieur Mikhail Kiselev, né le 21 décembre 1971 à Moscou, Russie, adresse professionnelle: 4, rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg, comme commissaire aux comptes avec effet du 21.04.2015 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2021.

Luxembourg, le 25.09.2015.

Référence de publication: 2015158379/12.

(150175318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Global-Pack S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 115.659.

Le gérant de la société GLOBAL PACK S.à.r.l., Monsieur Ludovic CONVERT, informe que les 124 parts sociales de la société sont maintenant réparties comme suit:

- Madame Christiane MONTEBELLO, née à Tarane, France, le 21 mars 1956, demeurant à F-69620 Moire, La Chanaz	31 parts sociales
- Monsieur Bruno MONTEBELLO né à Lyon, France, le 18 juin 1955, demeurant à F-69620 Moire, La Chanaz	31 parts sociales
- Monsieur Ludovic CONVERT né à Bourg en Bresse, France, le 29 mars 1979, demeurant 103 domaine des clefs, F-01960, St André sur Vieux Jonc	62 parts sociales
Total	124 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Le gérant

Référence de publication: 2015158622/22.

(150174916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

LSREF3 Octopus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 182.247.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 25 septembre 2015.
Référence de publication: 2015158788/10.
(150175089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

LSREF4 Churchill Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 196.202.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 septembre 2015.
Référence de publication: 2015158789/10.
(150174649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Pan European Credit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 91.864.

Suivant la résolution du Conseil d'Administration de Pan European Credit S. A., en date du 11 juin 2015, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social au 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 28 septembre 2015.
Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.
Référence de publication: 2015158878/12.
(150175586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Goldenstorm S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9779 Eselborn, 20, Op der Sang.
R.C.S. Luxembourg B 134.257.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 22 septembre 2015 que:

Première résolution

Il est décidé à l'unanimité de transférer le siège social de la SA GOLDENSTORM
de
2A/46, route d'Eselborn L-9706 CLERF
à
20, Op der Sang L-9779 ESELBORN
avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Il est décidé de procéder à la nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes la SARL INNOVATRUST (N° RCS: B122580) 20, Op der Sang L-9779 ESELBORN qui accepte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Eselborn, le 24 septembre 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015158624/22.
(150175173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

European Solar Opportunities II, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 127.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015159353/9.

(150175641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

SOF-IX Interhotel Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 177.972.

Les statuts coordonnés au 17 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158990/10.

(150174796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

MEIF II Luxembourg Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 108.304.

Par résolutions signées en date du 21 septembre 2015, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

Acceptation de la démission de Mme Alison Wood en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société se compose ainsi:

Mme Rosa Villalobos gérant

M. Hilko Schomerus gérant

Il est à noter de plus que M. Hilko Schomerus, gérant de la Société, a changé son adresse professionnelle comme suit:
2-4, Bockenheimer Landstrasse, 60306 Frankfurt am Main (Allemagne).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158817/17.

(150175078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

NAI Sécurité Protégé, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 137.811.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 17 septembre 2015

En date du 17 septembre 2015, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Eric Lellouche, Monsieur Patrice Vincent-Baschet et de Natixis Asset Management représentée par Monsieur Emmanuel Bourdeix, en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle prévue en 2016,

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit en qualité de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle prévue en 2016.

Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour NAI SECURITE PROTEGE

CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015158840/18.

(150175167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

G.E.N.T.I.L.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6186 Gonderange, 2, Massewee.

R.C.S. Luxembourg B 101.193.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23/07/2015.

Signature.

Référence de publication: 2015159379/10.

(150175821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

Trinity - Gérance Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5442 Roedt, 54, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 94.937.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159012/10.

(150175026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Wyeth Ayerst Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.053.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159065/10.

(150175160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Sefin Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 32.703.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration du 16 septembre 2015

Le mandat d'administrateur Monsieur Claude CRAUSER, né le 22 avril 1981 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2018.

Madame Christine SCHWEITZER, née le 20 juin 1971 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été nommée administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2018 en remplacement de Monsieur Dennis BOSJE.

Monsieur Jean FELL, né le 9 avril 1956 à Echternach (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, a été nommé administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2018 en remplacement de Madame Valérie FISSON.

Le mandat du commissaire aux comptes Kohnen & Associés S.à r.l. R.C.S. Luxembourg B 114.190, avec siège social à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SEFIN INVESTMENTS S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015158975/24.

(150175604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

NjördFood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1713 Luxembourg, 211, rue de Hamm.
R.C.S. Luxembourg B 183.074.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015159607/9.

(150175715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

Technochem S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-8011 Strassen, 67B, rue de Reckenthal.
R.C.S. Luxembourg B 94.298.

Extrait du procès-verbal des résolutions de l'administrateur unique prises en date du 31 août 2015

L'administrateur unique prend acte que le siège social est sis au 67B rue de Reckenthal, L-2410 Strassen et qu'il convient en conséquence de modifier le code postal auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015159005/12.

(150175439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Sunridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 127.582.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015158998/12.

(150175038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

CHC Helicopter S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.673.

Conformément à l'article 3 (1) de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. informe de la fin de la convention de domiciliation conclue le 13 novembre 2008 pour une durée indéterminée entre les deux sociétés:

- Société domiciliée:

* CHC Helicopter S.A.

* Immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139.673

* Dont le siège social sis au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg fait l'objet de la présente dénonciation

- Agent domiciliataire:

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l. ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,
et ce avec effet au 3 août 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015158457/21.

(150175058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Vauban Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 130.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159022/10.

(150175203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Vauban Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 130.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159024/10.

(150175221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

LuxHedge, Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 171.284.

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 18 septembre 2015 que Messieurs Benedict PEETERS, demeurant 10 Sparrenhof, 3071 Kortenberg (Belgique), Christophe PECORARO, demeurant 11/7 rue Saint-Pierre, 4000 Liège (Belgique) et Alexandre MILLET, demeurant 92, rue de Merl, L-2146 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) ont été nommés administrateurs de la Société pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Mandataire

Référence de publication: 2015158757/15.

(150174818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Vespucci S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 112.724.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 15 septembre 2015

L'associé unique de Vespucci Sàrl (la "Société") a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Marcus Wolsfeld en tant que gérant de catégorie B et la démission de Susanne Muntinga-van den Houten en tant que gérant de catégorie A;

et

- de nommer gérant de catégorie B suivant avec effet au 29/07/2015 et pour une durée indéterminée:

* Sharon Callahan, née le 19 octobre 1966 à New York, Etats-Unis, demeurant professionnellement au 20 Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg

Et de nommer gérant de catégorie A suivant avec effet au 07/09/2015 et pour une durée indéterminée:

* Jan-Dries Mulder, né le 07 février 1973 à Veendam, Pays-Bas, demeurant professionnellement au Kabelweg 37, 1014 BA Amsterdam, Pays-Bas

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159025/19.

(150174949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

LSREF3 Eve Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 188.002.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158786/10.

(150175027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Gherbi & Co Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 114.789.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015159396/10.

(150175567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

Société Européenne d'Investissements Mondiaux - SEIM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 7, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 158.705.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015158961/14.

(150174602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Lasting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.394.

Extrait de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg en date du 27 juillet 2015

L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de:

- Madame Sylviane COURTOIS, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Madame Ludivine ROCKENS, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Monsieur Eddy WIRTZ, demeurant professionnellement au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

L'assemblée décide de nommer AUDITEURS ASSOCIES, société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B93937, aux fonctions de commissaire aux comptes en remplacement de FIDUO dont le mandat est échu.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes ainsi nommés viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée générale à tenir en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015158763/20.

(150175502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Highvale Power Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 155.238.

—
Veuillez prendre note que le représentant permanent, M. Andrew O'SHEA a changé d'adresse professionnelle et se situe désormais au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Luxembourg.

Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Pour extraits sincères et conformes

Pour Highvale Power Luxembourg Branch

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015158391/13.

(150175486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Swan Walk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 21.205.817,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 127.207.

—
EXTRAIT

En date du 16 Septembre 2015, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- le mandat de Commissaire aux comptes de L'Alliance Révision S.à r.l., dont le siège social est établi au 1, rue des Glacis; L-1628 Luxembourg, est renouvelé et prendra fin avec l'assemblée générale qui aura lieu en 2016;

- la démission de Philippe CHAN de son mandat de gérant de catégorie B est acceptée avec effet au 16 septembre 2015;

- Jimmy TONG SAM, avec adresse professionnelle au 2 Millewee; L-7257 Walferdange, est nommé nouveau gérant de catégorie B avec effet au 16 septembre 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Un gérant

Référence de publication: 2015158968/18.

(150174846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Chai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 67, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg B 163.044.

—
Procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement (ci-après l'«assemblée») de la Chai S.A. (ci-après la «Société») tenue en date du 21 septembre 2015

Il résulte d'un procès-verbal en date du 21 septembre 2015 de l'assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement des actionnaires de la société CHAI S.A., établie et ayant son siège social au 67, allée Léopold Goebel L-1635 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163044

Résolutions:

1. Acceptation de la démission de leur poste d' administrateur de

- Monsieur Jean BRUCHER

- Monsieur Nicolas THIELTGEN

2. Révocation avec effet immédiat du mandat de la société Certificat Luxembourg Sàrl, ayant son siège social au 1, rue des Glacis L-1628 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.770, de commissaire aux comptes de la «Société»

3. Nomination avec effet immédiat de la société Euraudit Sàrl, établie et ayant son siège social au 16, allée Marconi, L-2120 Luxembourg immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.889, au poste de commissaire aux comptes de la «Société» avec effet immédiat pour une durée de 6 ans conformément aux statuts.

Luxembourg, le 21 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158452/23.

(150174880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Roc-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 9C, avenue Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 167.006.

Les statuts coordonnés au 14 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158927/10.

(150174767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Edisys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3397 Roeser, 2, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 139.924.

Les statuts coordonnés au 17 septembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158539/10.

(150174789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

European Senior Secured S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 169.842.

Suivant la résolution du Conseil d'Administration de European Senior Secured S.à r.l. du 11 juin 2015, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de European Senior Secured S.à r.l. de 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 28 septembre 2015.

Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015158530/12.

(150175515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Go Find IT Technologies S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.730.

Extraits des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle de la société en date du 7 août 2015

L'assemblée générale annuelle a voté contre la cooptation de Madame Anne MAILLARD, née le 22 janvier 1982 à Metz, France, demeurant professionnellement au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 16 mars 2015 et pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015, de sorte qu'il n'a pas été procédé à son élection définitive par l'assemblée générale annuelle.

L'assemblée générale annuelle a renouvelé les mandats des administrateurs de la Société pour une période prenant fin à la prochaine assemblée générale annuelle en relation avec l'approbation des comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2015, à savoir:

- Monsieur Thomas MARTENSSON, administrateur et président du conseil d'administration, et
- Monsieur François BROUXEL, administrateur.

L'assemblée générale annuelle n'a pas renouvelé le mandat du commissaire aux comptes de la Société, la société AUDIT.LU, ayant son siège social sis à L-6113 Junglinster, 42, rue des Cerises et immatriculé au registre de commerce et des sociétés sous le matricule B 113.620.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015158609/22.

(150175422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Euron S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1535 Luxembourg, 3-5, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 58.356.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique tenue en date du 21 juillet 2015 que:

- L'administrateur Madame Francesca VENTURELLI demeurant professionnellement au 3-5 rue du Fossé L-1536 Luxembourg a démissionné de ses fonctions à partir de la date 21 juillet 2015.

- L'administrateur a été nommé en remplacement, à savoir: Monsieur Davide MURARI, né le 14.06.1967 à Verona et résident au 50, rue de Sources L-2542 Luxembourg.

Ce mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158559/17.

(150174722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Auteuil Lux Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 144.831.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'an deux mille quinze,
le dix-huit septembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AUTEUIL LUX INVESTMENTS S.A., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 144.831,

constituée suivant acte reçu par le notaire Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 579 du 17 mars 2009,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune, entièrement libérées.

La société a été mise en liquidation suivant acte du notaire soussigné en date du 21 mai 2015, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1881 du 28 juillet 2015.

L'assemblée est présidée par Peggy Simon, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt, qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Sara Craveiro, employée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

Le bureau étant ainsi constitué Madame le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- L'assemblée générale extraordinaire tenue le 15 septembre 2015, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a nommé en qualité de commissaire-vérificateur, la société ZIMMER & PARTNERS S.A., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 151.507, et a fixé à ce jour la présente assemblée ayant pour ordre du jour:

- 1.- Rapport du commissaire-vérificateur.
- 2.- Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
- 3.- Décharge à donner au liquidateur et au commissaire-vérificateur.
- 4.- Clôture de la liquidation.

II.- Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée "ne varietur" par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III.- Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV.- L'assemblée aborde l'ordre du jour.

1. Rapport du commissaire vérificateur. L'assemblée approuve le rapport sur la liquidation établi par le commissaire-vérificateur, à savoir la société ZIMMER & PARTNERS S.A., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 151.507.

Ce rapport conclut à l'adoption des comptes de liquidation.

2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes. L'assemblée donne décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leur mandat.

3. Décharge au liquidateur et au commissaire-verifyicateur. Adoptant les conclusions de ce rapport, l'assemblée approuve les comptes de la liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société à responsabilité limitée Luxglobal Services S.à r.l., avec siège social à L-2134 Luxembourg, 50, rue Charles Martel, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089, de sa gestion de la liquidation et au commissaire vérificateur ZIMMER & PARTNERS S.A.

4. Clôture de la liquidation. L'assemblée prononce la clôture de la liquidation et constate que la société AUTEUIL LUX INVESTMENTS S.A. a cessé définitivement d'exister.

L'assemblée décide en outre que les livres et documents de la société seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à l'ancien siège social.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame le Président lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, S. CRAVEIRO, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 septembre 2015. Relation: GAC/2015/8044. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158368/65.

(150174645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

**CTBX International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Alphabet 4 International S.à r.l.).**

Capital social: EUR 1.080.355,00.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 192.166.

In the year two thousand fifteen, on the fourteenth day of September,

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "CTBX International S.à r.l." having its registered office at 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange, incorporated pursuant a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, acting instead and place of Maître Joseph ELVINGER, then notary residing in Luxembourg, which latter remained depositary of the deed, on November 18th, 2014, published at the Memorial C, Recueil des Associations et des Sociétés number 3348 of December 12th, 2014, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 192.166 and which has been amended for the last time by deed of Maître Danielle KOLBACH enacted on July 14, 2015, published in the Memorial C, Recueil des Associations et des Sociétés number 2440 on 9 September 2015 (the "Company").

The meeting is opened at 11.30 a.m., with Mrs. Catherine Dessoy, "avocat à la Cour", with professional address at L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs. Florence Jarbot, private employee, with professional address at L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to increase the share capital by an amount of 231,722.-EUR (two hundred thirty one thousand seven hundred twenty two euros) so as to raise it from its current amount of 848,633 EUR (eight hundred forty-eight thousand six hundred thirty-three euros) up to 1,080,355 EUR (one million eighty thousand three hundred fifty five euros) by the issuance of 3,722 (three thousand seven hundred twenty-two) new ordinary shares and 228,000 (two hundred twenty eight thousand) new classes A to E preferred shares, all having a nominal value of 1.-EUR (one euro) each, by contribution in cash and payment of a share premium of an aggregate amount of 2,052,187.-EUR (two million fifty two thousand one hundred eighty seven euros). - Subscription and payment of the new shares and the share premium;

2. Subsequent amendment of article 8.1 of the articles of association.

After deliberation, the meeting unanimously resolved to adopt the following resolutions:

First resolution

The shareholders unanimously decide to increase the share capital of the Company by an amount of 231,722.-EUR (two hundred thirty one thousand seven hundred twenty two euros) so as to raise it from its current amount of 848,633 EUR (eight hundred forty-eight thousand six hundred thirty-three euros) up to 1,080,355 EUR (one million eighty thousand three hundred fifty five euros) by the issuance of 3,722 (three thousand seven hundred twenty-two) new ordinary shares and 228,000 (two hundred twenty eight thousand) new classes A to E preferred shares, as follows:

- 3,722 Ordinary Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash;

- 45,600 redeemable Class A Preferred Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash;

- 45,600 redeemable Class B Preferred Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash;

- 45,600 redeemable Class C Preferred Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro), to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash;

- 45,600 redeemable Class D Preferred Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash;

- 45,600 redeemable Class E Preferred Shares, having a nominal value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at nominal value, by contribution in cash

All to be issued with a share premium of an aggregate amount 2,052,187.-EUR (two million fifty two thousand one hundred eighty seven euros).

The existing 5 shareholders:

1. IK VII N° 1 Limited Partnership

2. IK VII N° 2 Limited Partnership

3. IK VII N° 3 Limited Partnership

4. IK VII N° 4 Limited Partnership

all acting ultimately through IK VII Limited, a company incorporated and existing under the Laws of Jersey, with registered office at Charles Bisson House 3rd Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey, Channel Islands JE2 3RA (here-after "IK VII")

5. FPCI CÉRÉA CAPITAL

II a fonds professionnel de capital investissement (here-after "FCPI") represented by its management company Céréa Partenaire, a French société par actions simplifiée having its registered office at 23, avenue de Neuilly - 75116 Paris, France and registered with the registry of commerce and companies of Paris under number 453 706 236

declare to subscribe 231,722 new shares and thereby partially waiving its preferential subscription right, as follows:

Shareholders	Ordinary Shares	Class A Preferred Shares	Class B Preferred Shares	Class C Preferred Shares	Class D Preferred Shares	Class E Preferred Shares	TOTAL A to E	TOTAL
IK VII N° 1 Limited Partnership	1,120	13,717	13,717	13,717	13,717	13,717	68,585	69,705
IK VII N° 2 Limited Partnership	818	10,019	10,019	10,019	10,019	10,019	50,095	50,913
IK VII N° 3 Limited Partnership	933	11,430	11,430	11,430	11,430	11,430	57,150	58,083
IK VII N° 4 Limited Partnership	823	10,087	10,087	10,087	10,087	10,087	50,435	51,258

FPCI CÉRÉA									
CAPITAL II	28	347	347	347	347	347	1,735	1,763	
TOTAL	3,722	45,600	45,600	45,600	45,600	45,600	228,000	231,722	

Intervention - Subscription - Payment

Therefore have intervened IK VII and FCPI here represented by Mrs. Catherine Dessoy, prenamed, by virtue of two proxies given under private seal, who declared, in its here above capacity, to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, as follows:

Ordinary Shares:

Shareholders	Ordinary Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	1,120	1,120
IK VII N° 2 Limited Partnership	818	818
IK VII N° 3 Limited Partnership	933	933
IK VII N° 4 Limited Partnership	823	823
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	28	28
TOTAL	3,722	3,722

Class A Preferred Shares:

Shareholders	Class A Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13,717	13,717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10,019	10,019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11,430	11,430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10,087	10,087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45,600	45,600

Class B Preferred Shares:

Shareholders	Class B Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13,717	13,717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10,019	10,019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11,430	11,430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10,087	10,087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45,600	45,600

Class C Preferred Shares:

Shareholders	Class C Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13,717	13,717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10,019	10,019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11,430	11,430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10,087	10,087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45,600	45,600

Class D Preferred Shares:

Shareholders	Class D Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13,717	13,717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10,019	10,019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11,430	11,430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10,087	10,087

FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45,600	45,600
Class E Preferred Shares:		
Shareholders	Class E Preferred Shares	Amount of the subscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13,717	13,717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10,019	10,019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11,430	11,430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10,087	10,087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45,600	45,600

All of these shares have been fully paid up with a share premium of an aggregate amount of 2,052,187.-EUR (two million fifty two thousand one hundred eighty seven euros), as follows:

Shareholders	Share premium
IK VII N° 1 Limited Partnership	€ 617,279
IK VII N° 2 Limited Partnership	€ 450,901
IK VII N° 3 Limited Partnership	€ 514,396
IK VII N° 4 Limited Partnership	€ 453,970
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	€ 15,641
TOTAL	€ 2,052,187

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 231,722.-EUR (two hundred thirty one thousand seven hundred twenty two euros) plus a share premium of 2,052,187.-EUR (two million fifty two thousand one hundred eighty seven euros) as was certified to the undersigned notary.

Second resolution:

Subsequently to these resolutions, the meeting decides to amend article 8.1 of the articles of association in order to give it the following content:

“ **Art. 8.**

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 1,080,355 EUR (one million eighty thousand three hundred fifty five euros) represented by 17,355 (seventeen thousand three hundred fifty-five) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), 212,600 (two hundred twelve thousand six hundred) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 212,600 (two hundred twelve thousand six hundred) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 212,600 (two hundred twelve thousand six hundred) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), 212,600 (two hundred twelve thousand six hundred) redeemable class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares») and 212,600 (two hundred twelve thousand six hundred) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares»), representing a total of 1,080,355 (one million eighty thousand three hundred fifty five) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a «share» or the «shares».

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately three thousand euros (EUR 3,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 12:00 a.m.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed. The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quatorze septembre,

Par devant Maître Danielle KOLBACH notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «CTBX International S.à r.l.» ayant son siège social au 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange, constituée suivant acte reçu par Me Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier est resté dépositaire de la minute, en date du 18 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés numéro 3848 le 12 décembre 2014, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B 192.166 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu de Maître Danielle KOLBACH le 14 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés numéro 2440 du 9 septembre 2015 (la «Société»).

L'assemblée est ouverte à 11 heures 30 et présidée par Maître Catherine Dessoy, Avocat à la Cour, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Florence Jarbot, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1461 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les associés représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 231.722,-EUR (deux cent trente et un mille sept cent vingt-deux euros) pour le porter de son montant actuel de 848.633,-EUR (huit cent quarante-huit mille six cent trente-trois euros) à 1.080.355,-EUR (un million quatre-vingt mille trois cent cinquante-cinq euros) par l'émission de 3.722 (trois mille sept cent vingt-deux) nouvelles parts sociales ordinaires et 228.000 (deux cent vingt-huit mille) nouvelles parts sociales de classes A à E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire et paiement d'une prime d'émission de 2.052.187,-EUR (deux millions cinquante-deux mille cent quatre-vingt-sept euros). - Souscription et paiement des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission;

2. Modification subséquente de l'article 8.1 des statuts.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident à l'unanimité d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 231.722,-EUR (deux cent trente et un mille sept cent vingt-deux euros) pour le porter de son montant actuel de 848.633,-EUR (huit cent quarante-huit mille six cent trente-trois euros) à 1.080.355,-EUR (un million quatre-vingt mille trois cent cinquante-cinq euros) par l'émission de 3.722 (trois mille sept cent vingt-deux) nouvelles parts sociales ordinaires et 228.000 (deux cent vingt-huit mille) nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

- 3.722 Parts sociales Ordinaires, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 45.600 Parts sociales privilégiées de Classe A, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 45.600 Parts sociales privilégiées de Classe B, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 45.600 Parts sociales privilégiées de Classe C, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 45.600 Parts sociales privilégiées de Classe D, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
- 45.600 Parts sociales privilégiées de Classe E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire

à émettre avec une prime d'émission d'un montant global de 2.052.187,-EUR (deux millions cinquante-deux mille cent quatre-vingt-sept euros).

Les 5 associés existants:

1. IK VII N° 1 Limited Partnership
2. IK VII N° 2 Limited Partnership
3. IK VII N° 3 Limited Partnership
4. IK VII N° 4 Limited Partnership

agissant tous in fine à travers IK VII Ltd, une société constituée sous le droit de Jersey, ayant son siège social à Charles Bisson House, 3rd Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey Channel Islands JE2 3RA (ci-après «IK VII»)

5. FPCI Céréa Capital II

un fonds professionnel de capital investissement (ci-après «FPCI»), domicilié 23 avenue de Neuilly, 75116 Paris, représenté par sa société de gestion, Ceréa Partenaire, Société par actions simplifiée dont le siège social est situé 23 avenue de Neuilly, 75116 Paris, ayant pour numéro d'identification unique 453 706 236 RCS Paris déclarent souscrire 231.722 nouvelles parts sociales renonçant ainsi partiellement à leur droit préférentiel de souscription, comme suit:

Associés	Parts sociales Ordinaires	Parts sociales privilégiées de Classe A	Parts sociales privilégiées de Classe B	Parts sociales privilégiées de Classe C	Parts sociales privilégiées de Classe D	Parts sociales privilégiées de Classe E	TOTAL A to E	TOTAL
IK VII N° 1 Limited Partnership . . .	1.120	13.717	13.717	13.717	13.717	13.717	68.585	69.705
IK VII N° 2 Limited Partnership . . .	818	10.019	10.019	10.019	10.019	10.019	50.095	50.913
IK VII N° 3 Limited Partnership . . .	933	11.430	11.430	11.430	11.430	11.430	57.150	58.083
IK VII N° 4 Limited Partnership . . .	823	10.087	10.087	10.087	10.087	10.087	50.435	51.258
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	28	347	347	347	347	347	1.735	1.763
TOTAL	3.722	45.600	45.600	45.600	45.600	45.600	228.000	231.722

Intervention - Souscription - Paiement

IK VII et FPCI ici représentées par Catherine Dessoy, prénommée, en vertu de deux procurations sous-seing privé, ont déclaré souscrire, ès qualités, les nouvelles parts sociales émises, qui sont libérées intégralement en numéraire et payées comme suit:

Parts sociales Ordinaires:

Associés	Parts sociales Ordinaires	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	1.120	1.120
IK VII N° 2 Limited Partnership	818	818
IK VII N° 3 Limited Partnership	933	933
IK VII N° 4 Limited Partnership	823	823
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	28	28
TOTAL	3.722	3.722

Parts sociales privilégiées de Classe A:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe A	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13.717	13.717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10.019	10.019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11.430	11.430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10.087	10.087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45.600	45.600

Parts sociales privilégiées de Classe B:

Associés	Parts	Montant
----------	-------	---------

	sociales privilégiées de Classe B	de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13.717	13.717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10.019	10.019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11.430	11.430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10.087	10.087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45.600	45.600

Parts sociales privilégiées de Classe C:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe C	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13.717	13.717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10.019	10.019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11.430	11.430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10.087	10.087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45.600	45.600

Parts sociales privilégiées de Classe D:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe D	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13.717	13.717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10.019	10.019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11.430	11.430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10.087	10.087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45.600	45.600

Parts sociales privilégiées de Classe E:

Associés	Parts sociales privilégiées de Classe E	Montant de la souscription (EUR)
IK VII N° 1 Limited Partnership	13.717	13.717
IK VII N° 2 Limited Partnership	10.019	10.019
IK VII N° 3 Limited Partnership	11.430	11.430
IK VII N° 4 Limited Partnership	10.087	10.087
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	347	347
TOTAL	45.600	45.600

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées avec une prime d'émission d'un montant global de de 2.052.187,- EUR (deux millions cinquante-deux mille cent quatre-vingt-sept euros), comme suit:

Associés	Prime d'émission
IK VII N° 1 Limited Partnership	€ 617.279
IK VII N° 2 Limited Partnership	€ 450.901
IK VII N° 3 Limited Partnership	€ 514.396
IK VII N° 4 Limited Partnership	€ 453.970
FPCI CÉRÉA CAPITAL II	€ 15.641
TOTAL	€ 2.052.187

de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 231.722,-EUR (deux cent trente et un mille sept cent vingt-deux euros) plus 2.052.187,-EUR (deux millions cinquante-deux mille cent quatre-vingt-sept euros) à titre de prime d'émission, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 8.1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.**

8.1.- Le capital social de la Société est fixé à 1.080.355,-EUR (un million quatre-vingt mille trois cent cinquante-cinq euros) représenté par 17.355 (dix-sept mille trois cent cinquante-cinq) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 212.600 (deux cent douze mille six cents) parts sociales privilégiées de Classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 212.600 (deux cent douze mille six cents) parts sociales privilégiées de Classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 212.600 (deux cent douze mille six cents) parts sociales privilégiées de Classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 212.600 (deux cent douze mille six cents) parts sociales privilégiées de Classe D (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe D») et 212.600 (deux cent douze mille six cents) parts sociales privilégiées de Classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), représentant un total de 1.080.355 (un million quatre-vingt mille trois cent cinquante-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignées ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les Articles 200-1 et 200-2, entre autres, s'appliqueront, chaque décision de l'Associé Unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui devant être établis par écrit.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille euros (EUR 3.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12 heures.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, F. JARBOT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 25 septembre 2015. Relation: DAC/2015/15363. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): C. RODENBOUR.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158472/394.

(150175358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Quick International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 21.042.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2015158549/14.

(150174558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Pfizer PFE Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, Avenue JF Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 184.851.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158890/10.

(150175232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Corridor Investment Pledgeco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 200.236.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of the month of September.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Corridor Investment Topco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

represented by Mr François-Xavier Joyeux, juriste, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 17th September 2015 which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company “Corridor Investment Pledgeco S.à r.l.” (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Corridor Investment Pledgeco S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year, save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Corridor Investment Topco S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn am achtzehnten Tag des Monats September,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Corridor Investment Topco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und die dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Herr François-Xavier Joyeux, juriste, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt am 17. September 2015, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Corridor Investment Pledgeco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Corridor Investment Pledgeco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölf tausend fünf hundert euros (EUR 12.500), eingeteilt in fünf hundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gut-zuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden

und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Corridor Investment Topco S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A. eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F.- X. JOYEUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 22 septembre 2015. Relation: 1LAC/2015/30209. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 25. September 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015158436/453.

(150175188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Brimik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 207, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 200.251.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le quinze septembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Beringen.

Ont comparu:

1. Madame Danièle ROLLINGER, née à Luxembourg le 19 novembre 1966, demeurant à L-7381 Bofferdange, 231, Cité Roger Schmitz,

2. Madame Brigitte MARTINS DA SILVA, née Luxembourg le 08 mars 1990, demeurant à L-7593 Beringen, 3, Am Kaesch.

Lesquelles comparantes ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «BRIMIK S.à r.l.».

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet l'exploitation d'un solarium ainsi que la vente, l'achat et la location de tous produits en rapport avec cette activité.

La société peut en outre effectuer toutes opérations mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à la réalisation de son objet social ou favorisant son extension.

La société peut encore s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter.

Titre II. Capital social, Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,00) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,00) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord unanime des associés.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément unanime.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque toutes les parts sont transmises soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 12. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre III. Administration

Art. 13. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

L'assemblée générale des associés fixe les pouvoirs de signature et la durée des fonctions du ou des gérants.

Art. 14. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. Chaque associé peut participer aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 17. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de trois quarts du capital social.

Titre IV. Exercice social, Répartition es bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 20. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Titre V. Dissolution, Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VI. Disposition générale

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été toutes souscrites par:

Madame Danièle ROLLINGER, prénommée,

cinquante parts sociales 50

Madame Brigitte MARTINS DA SILVA, prénommée,

cinquante parts sociales 50

TOTAL: cent parts sociales 100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,00) est à la libre disposition de la société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2015.

148830

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE CENT EUROS (€ 1.100,00).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est établi à L-1221 Luxembourg, 207, rue de Beggen.

2. L'assemblée générale désigne pour une durée indéterminée:

- Madame Danièle ROLLINGER, prénommée, en qualité de gérant administratif,

- Madame Brigitte MARTINS DA SILVA, prénommée, en qualité de gérant technique,

La société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Remarque

L'attention des comparants a été attirée par le notaire instrumentaire sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article cinq des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: D. ROLLINGER, B. MARTINS DA SILVA, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 septembre 2015. Relation: 2LAC/2015/20835. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME.

Beringen, le 256 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158417/108.

(150175452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Eduko Education HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 200.261.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of September.

Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Mr. Nicolas Morgan Gautier, born on 11 August 1978 in Tokyo, Japan, residing at 8 Limerston Street, London SW10 0HH, United Kingdom (the "Founding Shareholder"),

duly represented by Mrs. Khadigea Klingele, senior legal counsel, professionally residing in Mondorf-les-Bains, by virtue of a proxy under private seal given in London on 21 September 2015.

This proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has drawn up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares organized as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Eduko Education Holdco S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association (the "Articles") and by any shareholders' agreement or investors' agreement entered into between, among others, the Company's Shareholders from time to time (hereinafter the "Shareholders' Agreement").

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well

as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

2.5 An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required in these Articles (in particular article 10 hereof) and in compliance with the Law.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand Pounds Sterling (GBP 12,000), represented by twelve thousand (12,000) Class A Shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1).

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

5.3 The Company may redeem its own Shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into Class A Shares, each of them having the same nominal value. The Company may further issue Class B Shares having the rights set out in these Articles

6.2 The Shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several Shareholders, with a maximum of forty (40) Shareholders.

6.4 No Shareholder shall grant any security interest or other Encumbrance over or otherwise dispose of or give any person any rights in or over any Share or interest in any Share in the Company unless such operation is permitted or required under the Shareholders' Agreement or the Finance Documents and carried out in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement or the Finance Documents.

6.5 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the Shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any Shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant Shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 An A Shareholder may not transfer any of its shares without the prior written consent of the B Shareholder, save for the transfer of Class A Shares to any of its Affiliates in accordance with the Shareholders' Agreement or the transfer of shares made pursuant to the terms and conditions of any of the Finance Documents.

7.4 Prior to the Put Option Date, the B Shareholder may transfer any of its shares or any of its rights to subscribe for shares pursuant to the Shareholders' Agreement without prior written consent of the A Shareholder (i) to any of its Affiliates or a third party in accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement and (ii) pursuant to the terms and conditions of any of the Finance Documents.

7.5 If the B Shareholder wishes to transfer any or all of the Class B Shares, it must promptly give written notice to the A Shareholder offering to sell all of the Class B Shares and transfer all of its rights and obligations under each Finance Document and the Shareholders' Agreement to the A Shareholder, as further set forth in the Shareholders' Agreement.

7.6 Save as otherwise set out herein and in the Shareholders' Agreement, the Shares are freely transferable among Shareholders.

7.7 Inter vivos, the Shares may only be transferred to new Shareholders subject to the approval of such transfer given by the Shareholders at a majority of three quarters of the share capital, subject to any more stringent provisions hereof and of the Shareholders' Agreement.

7.8 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the Shareholders.

8.1 The general meeting of Shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law, by these Articles and by the Shareholders' Agreement.

8.2 Each Shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) Shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of Shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each Shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole Shareholder, such Shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of Shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the "general meeting of Shareholders" shall be construed as a reference to the sole Shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of Shareholders shall be exercised by the sole Shareholder.

Art. 9. General meetings of Shareholders.

9.1 Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

9.2 Prior to (and excluding) the Effective Date, Roundshield will be entitled to send one observer to any meeting of the Shareholders held before the Effective Date (the "Shareholder Observer"). The A Shareholder shall procure that the Company shall (i) invite the Shareholder Observer to attend each meeting of the Shareholders prior to the Effective Date, and (ii) provide to the Shareholder Observer all communications and materials that are provided to the Shareholders (including any proposed shareholder written resolutions or resolutions otherwise proposed in lieu of a meeting), at the same time and in the same manner as such materials are provided to the Shareholders.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each Shareholder is entitled to as many votes as he holds Shares.

10.2 Prior to (but excluding) the Effective Date and save for a higher majority provided in these Articles, the Shareholders' Agreement or by law, collective decisions of the Company's Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

10.3 Prior to (but excluding) the Effective Date, the A Shareholder shall not, without the prior consent of the B Shareholder:

(A) take and approve any Shareholders' resolution which constitutes or relates to any Shareholders' Reserved Matter; and

(B) sell, transfer or otherwise dispose of, or create or permit to be created any Encumbrance over its legal or beneficial interest in any of the Shares (except as permitted under the terms of any Finance Document).

10.4 From (and including) the Effective Date:

(A) subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, any Shareholders' meeting (in whatever form held) shall only be validly constituted provided that (i) the quorum required under the Law, if any, is met; and (ii) at least ten per cent. (10%) of any issued and outstanding Class A Shares and at least ten per cent. (10%) of any issued and outstanding Class B Shares, in each case as at the date of such meeting, are validly present or represented at the meeting;

(B) if a Shareholders' meeting cannot be validly held due to a failure to satisfy the requirement set out in article 10.4 (A) then that Shareholder's meeting shall be adjourned for seven days (or such longer period as may be required under the Law) at the same time and place and at the adjourned Shareholders' meeting the requirement of article 10.4 (A) shall not apply; and

(C) Any Shareholders' resolutions, whether passed in writing or at a Shareholders' meeting shall be approved only if (i) the approval requirements under the Law are met; and (ii) in respect of any matter which is a Shareholders' Reserved Matter at least fifty per cent. (50%) of any issued and outstanding Class A Shares and at least fifty per cent. (50%) of any issued and outstanding Class B Shares, in each case, as at the date of the resolution, vote in favour of such resolution.

10.5 A Deadlock shall be resolved in accordance with the provisions the Shareholders' Agreement.

Art. 11. Change of nationality. The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least, subject to any more stringent provisions hereof and of the Shareholders' Agreement.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by (i) one (1) or several A Managers prior to the occurrence of a B Director Appointment Event and (ii) two (2) B Managers and two (2) A Managers from the occurrence of a B Director Appointment Event. If and when the Company has several A Managers or several A Managers together with several B Managers, such managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these Articles, a reference to the "board of managers" used in these Articles is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law, by these Articles or by the Shareholders' Agreement to the general meeting of shareholders. In particular, prior to (and excluding) the Effective Date, the board of managers, acting for and on behalf of the Company, shall not, except with the prior written consent of the B Shareholder, take any decision on behalf of the Company which constitutes or relates to a Shareholders' Reserved Matter.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 Subject to the provisions of these Articles, the A Manager(s) and, to the extent applicable, the B Managers, shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the Shareholders representing more than half of the Company's share capital.

14.2 The A Manager(s) shall be appointed upon proposal of the A Shareholder by the general meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office. On the occurrence of a B Director Appointment Event, the B Managers shall be appointed upon proposal of the B Shareholder by the general meeting of Shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.3 Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, if an A Manager ceases to be a manager of the Company for whatever cause (including resignation or dismissal) or a vacancy exists for an A Manager for any other reason, the A Shareholder shall be entitled to propose the appointment of a new A Manager to the board of managers who is an Eligible Person. The A Shareholder shall submit a letter to the B Shareholder setting out such proposal and including the names of at least two (2) candidate A Managers. The B Shareholder shall (i) if any annual or special meeting of the Shareholders of the Company is held, appear at such meeting or otherwise cause their shares to be counted as present thereat for purposes of establishing the quorum, and vote in favour of the appointment of one of the candidate A Managers or (ii) act by written consent with respect to (or cause to be voted or acted upon by written consent) all their shares in favour of the appointment of one (1) of the candidate A Managers.

14.4 Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, if the A Shareholder wishes to remove an A Manager appointed following their proposal from the board of managers, they shall submit a letter to the B Shareholder proposing that such manager shall be dismissed. The B Shareholder shall (i) if any annual or special meeting of the Shareholders of the Company is held, appear at such meeting or otherwise cause its/their shares to be counted as present thereat for purposes of establishing a quorum, and vote in favour of such dismissal or (ii) act by written consent with respect to (or cause to be voted or acted upon by written consent) all their shares in favour of such dismissal. The A Shareholder shall indemnify and keep indemnified the Company against any claim from any A Manager connected with the removal from office of an A Manager.

14.5 If a B Manager ceases to be a manager of the Company for whatever cause (including resignation or dismissal) or a vacancy exists for a B Manager for any other reason, the B Shareholder shall be entitled to propose the appointment of a new B Manager to the board of managers who is an Eligible Person. The B Shareholder shall submit a letter to the A Shareholder setting out such proposal and including the names of at least two (2) candidate B Managers. The A Shareholder shall (i) if any annual or special meeting of the Shareholders of the Company is held, appear at such meeting or otherwise

cause their shares to be counted as present thereat for purposes of establishing the quorum, and vote in favour of the appointment of one of the candidate B Managers or (ii) act by written consent with respect to (or cause to be voted or acted upon by written consent) all their shares in favour of the appointment of one of the candidate B Managers; and

14.6 if the B Shareholder wishes to remove a B Manager appointed following their proposal from the board of managers, it shall submit a letter to the A Shareholder proposing that such manager shall be dismissed. The A Shareholder shall (i) if any annual or special meeting of the Shareholders of the Company is held, appear at such meeting or otherwise cause its/ their shares to be counted as present thereat for purposes of establishing a quorum, and vote in favour of such dismissal or (ii) act by written consent with respect to (or cause to be voted or acted upon by written consent) all their shares in favour of such dismissal. The B Shareholder shall indemnify and keep indemnified the Company against any claim from any B Manager connected with the removal from office of a B Manager.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers five (5) Business Days' at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. A shorter period of notice of a meeting of the board of managers may be given if (i) prior to the occurrence of a B Director Appointment Event, each A Manager or (ii) from (including) a B Director Appointment Event and for so long there are any B Managers in office, at least one A Manager and one B Manager agree in writing by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all A Managers and, to the extent there are any in office, all B Managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all A Managers and, to the extent there are any in office, all B Managers, are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

15.4 Prior to the occurrence of a B Director Appointment Event:

(A) the B Shareholder will remain entitled to send an observer to any meeting of the board of managers (the "Observer") and the provisions of clause 9.2 shall apply mutatis mutandis; and

(B) the A Shareholder shall procure that the Company ensures that at least five (5) Business Days' notice of a meeting of managers of the Company is given to all managers and the Observer entitled to receive notice, together with:

- (1) an agenda specifying in reasonable detail the matters to be raised at the meeting; and
- (2) copies of any papers to be discussed at the meeting.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall elect among its members a chairman (the "Chairman"). It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The Chairman shall chair all meetings of the board of managers.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager (of the same class as his) as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. For the purpose of the meeting, the proxyholder (i) shall represent the A Manager or, to the extent applicable and as the case may be, the B Manager by whom he is appointed and may vote in place of the A Manager or the B Manager (as applicable) and (ii) may also vote in his own right. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 Prior to the occurrence of a B Director Appointment Event, the board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the A Managers are present or represented at a meeting of the board of managers. From (and including) a B Director Appointment Event and for so long there are any B Managers in office, the quorum at any meeting of managers (including adjourned meetings) is:

(A) in respect of any meeting at which:

- (1) no resolutions relating to Board Reserved Matters are considered or approved; or
- (2) each resolution relating to a Board Reserved Matter to be considered or approved at such meeting has been Pre-Approved in accordance with clause 16.12,

(B) two (2) managers irrespective of whether such managers are A Managers or B Managers; and

(C) in respect of any meeting at which any resolution relating to a Board Reserved Matter which has not been Pre-Approved in accordance with clause 16.12 is considered or approved, one (1) A Manager and one (1) B Manager, unless

an Event of Default (as set forth in the Shareholders' Agreement) or a Funding Default (as set forth in the Shareholders' Agreement) is outstanding in which case quorum shall be two (2) B Managers.

16.6 No business shall be conducted at any meeting of managers unless a quorum is present at the beginning of the meeting and at the time when there is to be voting on any business. If a quorum is not present within thirty (30) minutes after the time specified for a managers' meeting in the notice of the meeting then it shall be adjourned for two (2) Business Days at the same time and place.

16.7 Meetings of the board of managers shall make decisions by passing resolutions. At a meeting of the board of managers, each A Manager and, to the extent there are any in office, each B Manager, has one vote.

16.8 Prior to the occurrence of a B Director Appointment Event, a resolution is passed by a majority vote of the A Managers present or represented at such meeting.

16.9 From (and including) a B Director Appointment Event and for so long there are any B Managers in office, a resolution is passed if:

- (A) more votes are cast for it (including, as the case may be, the casting vote of the Chairman) than against it; and
- (B) in addition and in relation to any resolution relating to a Board Reserved Matter which has not been Pre-Approved, at least one A Manager and one B Manager have voted in favour of it.

16.10 The Chairman shall have a casting vote in respect of all matters other than the Board Reserved Matters (other than whilst a Funding Default or a Change of Control of the A Shareholder, as such terms are set forth in the Shareholders' Agreement, has occurred in which case the Chairman shall have a casting vote in respect of all matters). In the event that a Funding Default or a Change of Control of the A Shareholder occurs when the Chairman is an A Manager, then he shall immediately be deemed to have resigned his appointment as Chairman of the board of managers and one of the B Managers then in office, whose name shall be or shall have previously been confirmed by the B Shareholder in writing to the Company, shall be immediately appointed Chairman, for so long as such Funding Default shall subsist, and in the case of a change of control of the A Shareholder all subsequent meetings of the board of managers, the Chairman shall be such manager.

16.11 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

16.12 For the purpose of clause 16.5 and clause 16.9, any resolution relating to a Board Reserved Matter will be "Pre-Approved" if the Shareholder whose "appointed manager(s)" (which then shall be construed in accordance with clause 12.2) did not propose such resolution has consented to such resolution (or the specific action, step or decision contemplated by that resolution) in writing prior to the applicable board meeting.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the Chairman and the secretary (if any), or by any two (2) A Managers or, to the extent there are any B Managers in office, by any A Manager with any B Manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman or by any two (2) A Managers or, to the extent there are any B Managers in office, by any A Manager with any B Manager.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, (ii) for so long as the Company only has A Managers and no B Managers, by the signature of any two A Manager, or (iii) if the Company has A Managers and B Managers, by the joint signatures of any A Manager with any B Manager or (v) by the joint signatures or the sole signature of any person (s) to whom such signatory power may have been delegated by the sole manager or the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 A statutory auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The statutory auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year (the “Financial year”).

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a Shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law, these Articles and any Shareholders' Agreement. In particular, any repayment and distribution made by the Company following the Effective Date and the sale or refinancing of a Property (as defined in the Shareholders' Agreement and following the payment of any costs, expenses and debt referred to in the Shareholders' Agreement) shall be made so that:

(A) First in priority, any Sponsor Contribution (as defined in the Shareholders' Agreement) be repaid.

(B) Second in priority, any distribution be made to the B Shareholder as required to ensure the B Shareholder receives that part of the Minimum Return Amount (as defined in the Shareholders' Agreement) not otherwise paid in accordance with (C) below.

(C) Third in priority subject to the B Shareholder receiving the Minimum Return Amount (as defined in the Shareholders' Agreement), the surplus sums (if any) be distributed among the Shareholders to the Shareholders *pari passu* and *pro rata* to the number of shares held by them at that date after deducting from the B Shareholder's *pro rata* share and reallocating to the A Shareholder's share the amount paid to the B Shareholder pursuant to (B) above.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 Subject to the provisions of the Shareholders' Agreement, the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these Articles do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be distributed to the Shareholders subject to the provisions of the Law, these Articles and the Shareholders' Agreement.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these Articles, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders in accordance with the provisions of the Shareholders' Agreement and article 21.5 applying *mutatis mutandis*.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and any Shareholders' Agreement.

Art. 25. Definitions. Capitalized terms used in these Articles shall have the meaning ascribed to them as follows:

"A Manager" means any person appointed to the board of managers by the Shareholders upon proposal by the A Shareholder;

"Affiliate" means, in relation to any Party, any subsidiary undertaking or parent undertaking of that Party and any subsidiary undertaking of any such parent undertaking, in each case from time to time (but excluding, for the avoidance of doubt, any member of the Group);

"A Shareholder" means the holder of Class A Shares from time to time;

"B Director Appointment Event" has the meaning set forth in the Shareholders' Agreement;

“B Manager” means any person appointed to the board of managers by the Shareholders upon proposal by the B Shareholder;

“Board Reserved Matter” has the meaning set forth in the Shareholders' Agreement;

"B Shareholder" means Roundshield (including, as the case may be, its assignee(s) or nominees under the Shareholders' Agreement), regardless of whether it holds Shares of the Company or not and any holder of Class B Shares from time to time;

"Business Day" means a day (not being a Saturday or a Sunday) on which banks generally are open in (i) London, United Kingdom and (ii) the Grand Duchy of Luxembourg for the transaction of normal banking business;

"Class A Shares" means any shares held from time to time by the A Shareholder and having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles for Class A shares;

"Class B Shares" means any shares held from time to time by the B Shareholder and having the rights and being subject to the restrictions set out in the Articles for Class B shares;

“Deadlock” means if a resolution is proposed at a properly convened meeting of Shareholders or of the board of managers and one of the following applies:

(a) there is no quorum at the meeting of the board of managers to consider a resolution concerning a Deadlock Board Reserved Matter and no quorum at the meeting when it is reconvened following an adjournment;

(b) there is no quorum at the meeting of the Shareholders to consider a Deadlock Shareholders' Reserved Matter and no quorum at the meeting when it is reconvened following an adjournment;

(c) where it is a meeting of the board of managers, of the managers present all B Managers or all A Managers vote against or abstain from voting on the resolution (unless one of their number proposed the resolution) and the resolution concerns a Deadlock Board Reserved Matter; or

(d) where it is a meeting of Shareholders, the B Shareholder or the A Shareholder votes against or abstains from voting on the resolution (unless one of their number proposed the resolution) and the resolution concerns a Deadlock Shareholders' Reserved Matter.

"Deadlock Board Reserved Matter" means a Board Reserved Matter that is of fundamental importance to the operations of the Business (as defined in the Shareholders' Agreement) or the relationship between the Shareholders;

"Deadlock Shareholders' Reserved Matter" means a Shareholders' Reserved Matter that is of fundamental importance to the operations of the Business (as defined in the Shareholders' Agreement) or the relationship between the Shareholders;

"Effective Date" means the first date on which a bond issued by the Company and held by the B Shareholder converts into a Class B Share as further set forth in the Shareholders' Agreement and the terms and conditions governing such bonds;

"Eligible Person" means a natural person who is resident in the Grand Duchy of Luxembourg and has not at any time:

(a) been resident in any jurisdiction identified from time to time by the Financial Action Taskforce as a high-risk and/or non-cooperative jurisdiction;

(b) appeared on any of the lists of specifically designated nationals or designated persons relating to economic or financial sanctions or trade embargoes imposed, administered or enforced from time to time by:

- the US government;

- the Office of Foreign Assets Control of the US Department of Treasury or US Department of State;

- the United Nations Security Council;

- the European Union; or

- Her Majesty's Treasury of the United Kingdom,

(c) each as amended, supplemented or substituted from time to time;

(d) been the subject of any material fine or censure (or other remedy or penalty) in relation to its conduct by any governmental or regulatory body in any jurisdiction;

(e) been bankrupt or has made any composition arrangement with or for the benefit of his creditors, or is the subject of any similar procedure under the law of any other state;

(f) been disqualified as a director in any jurisdiction; or

(g) had a criminal record in any jurisdiction (except minor offences such as speeding and parking offences),

and who, in the reasonable opinion of the Shareholder who is not appointing such manager, having made the enquiry, is not involved in any business, activity or association which conflicts with or is otherwise inconsistent with the corporate interest of the Company.

"Encumbrance" means any interest or equity of any person (including any right to acquire, option or right of pre-emption or conversion) or any mortgage, charge, pledge, lien, assignment, hypothecation, security interest, title retention or any other security agreement or arrangement or any agreement to create any of the above;

“Finance Documents” has the meaning set forth in the Shareholders' Agreement;

“RoundShield” means RoundShield Luxembourg I, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) with registered number B185664;

“Put Option Date” means the initial date falling sixty (60) months after the date of the Shareholders' Agreement;

"Shares" means Class A Shares and Class B Shares and "Share" means any of them;

"Shareholders" means the holders of the Shares from time to time;

“Shareholders' Reserved Matters” includes the following decisions:

1. Permitting the registration of any person as a shareholder of the Company other than:
 - (A) Roundshield;
 - (B) the A Shareholder in relation to its initial investment; and
 - (C) any of their transferees in accordance with the terms of the Shareholders' Agreement.
2. Altering the name of the Company.
3. Altering in any respect the Articles or the rights attaching to any Shares or Bonds (as defined in the Shareholders' Agreement).
4. Changing in a material respect the nature of the Company's Business or the commencement of any new business by the Company which is not ancillary or incidental to the Business.
5. Changing the issued share capital of the Company (including any reduction of capital).
6. Appointing or removing auditors of the Company.
7. Approving the Company's statutory accounts and/or any change in the accounting principles of the Company and/or any change in the end of the Financial Year of the Company.
8. The Company declaring or paying any dividend or other distribution other than in accordance with clause 21.
9. The liquidation, winding-up, administration, receivership, administrative receivership, bankruptcy, dissolution or striking-off of the Company, or any steps with a view to doing any of those.
10. The sale by, or merger of, the Company or sale of any leasehold or freehold property and/or undertaking.
11. The Company granting any form of security, collateral, guarantee, indemnity or other encumbrance in favour of any person

Subscription and payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the Founding Shareholder, represented as stated here above, declares to subscribe for all of the twelve thousand (12,000) Class A Shares and to have them fully paid up as follows:

by way of a contribution in cash in the amount of eleven thousand nine hundred and ninety-nine Pounds Sterling (GBP 11,999) and

- by way of a contribution in kind consisting of one (1) ordinary share, which the appearing party holds in Buttons Operations Limited, a company incorporated in England with registered number 9753655 and whose registered office is at 1 Georges Square, Bath Street, Bristol BS1 6BA, United Kingdom (the “Contribution in Kind”).

The Contribution in Kind is valued based on a declaration prepared by the Founding Shareholder at an amount of One Pound Sterling (GBP 1.-) being equal to the nominal value of the issued share holds in Buttons Operations Limited.

The Founding Shareholder has declared that the Contribution in Kind is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution in Kind to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution in Kind to the Company.

Proof of the Contribution in Kind and the payment in cash have been given to the undersigned notary.

All of the issued shares have been fully paid up, so that the amount of eleven thousand nine hundred and ninety-nine Pounds Sterling (GBP 11,999) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2016.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Founding Shareholder, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The Company will be managed by three (3) class A managers:

- Mr. Nicolas Gautier, businessman, born on 11 August 1978 in Tokyo, Japan residing at 8 Limerston Street, SW10 0HH London, United Kingdom;

- Mrs. Elke Leenders, private employee, born on 2 August 1980 in Maaseik, Belgium, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg; and
 - Mrs. Hana Balajkova, private employee, born on 24 February 1983 in Zlin, Czech Republic, professionally residing at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg- Findel, Grand Duchy of Luxembourg.
 - The managers are appointed for an indefinite period of time.
2. The address of the Company's registered office is set at 7, Rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the person appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residences, said representative signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un septembre.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

Monsieur Nicolas Morgan Gautier, né le 11 août 1978 à Tokyo, Japon, résidant au 8 Limerston Street, Londres SW10 0HH, Royaume-Uni,

dûment représenté par Madame Khadigea Klingele, juriste sénior, demeurant professionnellement à Mondorf-les-Bains, en vertu d'une procuration sous seing privé délivrée à Londres le 21 septembre 2015.

La procuration signée ne varietur par la mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ayant la capacité comme dit ci-avant, a dressé les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituée comme suit:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Eduko Education Holdco S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts») et par tout pacte d'actionnaires ou pacte d'investisseurs conclu, notamment, entre les actionnaires de la Société de temps à autre (ci-après le «Pacte d'actionnaires»).

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

2.5 La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises par les Statuts (notamment en conformité avec l'article 10 desdits Statuts) et en accord avec la Loi.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des Statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille Pounds Sterlings (GBP 12.000), représenté par douze mille (12.000) Parts Sociales de Catégorie A ayant une valeur nominale d'un Pound Sterling (GBP 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en Parts Sociales de Catégorie A ayant chacune la même valeur nominale. La Société peut de même émettre des Parts Sociales de Catégorie B ayant les droits exposés dans ces Statuts.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs Associés, avec un nombre maximal de quarante (40) Associés.

6.4 Aucun Associé ne peut accorder une sûreté ou toute autre Charge ou aliéner de toute autre façon ou donner à toute personne tout droit dans ou sur une Part Sociale ou un intérêt dans une Part Sociale de la Société, à moins que cette opération ne soit autorisée ou requise par le Pacte d'Actionnaires ou les Documents Financiers et réalisé en conformité avec les termes du Pacte d'Actionnaires ou du Document Financier.

6.5 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des Associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque Associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'Associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Un Associé A ne peut céder aucune de ses Parts Sociales sans le consentement préalable écrit de l'Associé B, à l'exception de la cession de Parts Sociales de Catégorie A à un de leurs Affiliés, conformément au Pacte d'Actionnaires ou la cession de Parts Sociales réalisée conformément aux termes et conditions de l'un quelconque des Documents Financiers.

7.4 Avant la Date de l'Option de Vente, l'Associé B peut céder l'une quelconque de ses Parts Sociales ou l'un quelconque de ses droits de souscription de Parts Sociales en vertu du Pacte d'Actionnaires sans accord écrit préalable de l'Associé A (i) à l'un de ses Affiliés ou un tiers, conformément avec les stipulations du Pacte d'Actionnaires et (ii) conformément aux termes et conditions de l'un des Documents Financiers.

7.5 Si l'Associé B souhaite céder tout ou partie des Parts Sociales de Catégorie B, il doit immédiatement en aviser par écrit l'Associé A et lui proposer de vendre toutes ses Parts Sociales de Catégorie B et céder à l'Associé A tous ses droits et obligations en vertu de chacun des Documents Financiers et du Pacte d'Actionnaires, tel que précisé ci-après dans le Pacte d'Actionnaires.

7.6 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés, sauf stipulations contraires figurant dans les présentes ou dans le Pacte d'Actionnaire.

7.7 Inter vivos, les Parts Sociales seront uniquement transférables à de nouveaux Associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les Associés représentant une majorité des trois quarts du capital social, sous réserve de toutes stipulations plus strictes des présentes et des Statuts.

7.8 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des Associés.

8.1 L'assemblée générale des Associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi, par ces Statuts et par le Pacte d'Actionnaires.

8.2 Chaque Associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) Associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale des Associés, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque Associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'Associé unique, cet Associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des Associés en vertu des stipulations de la section XII de la Loi et des Statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des Associés» devra être entendue comme une référence à l'Associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés seront exercés par l'Associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés.

9.1 Les assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

9.2 Avant (et à l'exclusion de) la Date d'Effet, Roundshield aura le droit d'envoyer un observateur à toute assemblée d'Associés tenue avant la Date d'Effet (l'«Associé Observateur»). L'Associé A doit s'assurer que la Société (i) invite l'Associé Observateur à assister à chaque réunion des Associés avant la Date d'Effet, et (ii) fournisse à l'Associé Observateur toutes les communications et les matériaux fournis aux Associés (y compris toute proposition de résolution d'Associés écrite ou des résolutions autrement proposées au lieu d'une séance), en même temps et de la même manière que ces matériaux sont fournis aux Associés.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque Associé a un nombre de voix égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient.

10.2 Avant (et à l'exclusion de) la Date d'Effet et sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les Statuts, par le Pacte d'Actionnaires, ou la loi, les décisions collectives des Associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social.

10.3 Avant (mais à l'exclusion de) la Date d'Effet, l'Associé A ne doit pas, sans le consentement préalable de l'Associé B:

A. prendre et approuver toute résolution d'Associés qui constitue ou qui porte sur un Domaine Réservé des Associés;

B. vendre, céder ou autrement aliéner, ou créer, ou permettre de créer toute Charge sur son intérêt juridique ou économique dans chacune de ses Parts Sociales (à l'exception de ce qui est permis dans les termes de tout Document Financier).

10.4 De (et y compris) la Date d'Effet:

A. sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaires, toute assemblée d'Associés (sous quelque forme qu'elle soit tenue) ne sera valablement constituée qu'à la condition que (i) le quorum exigé par la Loi, le cas échéant, soit rempli; et (ii) qu'au moins dix pour cent (10%) de toutes les Parts Sociales de Catégorie A émises et en circulation et au moins dix pour cent (10%) de toutes les Parts Sociales de catégorie B émises et en circulation, dans chaque cas, à la date de cette réunion, sont valablement présents ou représentés lors de la réunion;

B. si une assemblée des Associés ne peut être valablement tenue en raison d'une omission de satisfaire la condition énoncée à l'article 10.4 (A), alors la réunion des Associés doit être ajournée durant sept jours (ou une durée plus longue, tel qu'il peut être requis par la loi applicable) dans le même temps et lieu et au jour de la réunion des Associés ajournée, la condition de l'article 10.4 (A) ne doit pas s'appliquer; et

C. les résolutions d'Associés, qu'elles soient prises par écrit ou lors d'une assemblée d'Associés, doivent être approuvées seulement si (i) les conditions d'approbation en vertu de la Loi, le cas échéant, sont remplies; et (ii) à l'égard de toute question correspondant à un Domaine Réservé des Associés, au moins cinquante pour cent (50%) de Parts Sociales de Catégorie A émises et en circulation et au moins cinquante pour cent (50%) de Parts Sociales de catégorie B émises et en circulation, dans chaque cas, à la date de la résolution, votent en faveur d'une telle résolution.

10.5 Une Impasse doit être résolue conformément aux stipulations du Pacte d'Actionnaires.

Art. 11. Changement de nationalité. Les Associés ne peuvent changer la nationalité d'une Société qu'avec le consentement unanime des Associés.

Art. 12. Modifications des statuts. Toute modification des Statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des Associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve de stipulations plus strictes figurant aux présentes ou dans le Pacte d'Actionnaire.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du Conseil de Gérance.

13.1 La Société peut être gérée par (i) un (1) ou plusieurs Gérants A avant la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B et (ii) deux (2) Gérants B et deux (2) Gérants A à partir de la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B. Si et lorsque la Société a plusieurs Gérants A ou plusieurs Gérants A avec plusieurs Gérants B, de tels gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces Statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces Statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi, par les Statuts ou par le Pacte d'Actionnaire à l'assemblée générale des associés. En particulier, avant (et à l'exclusion de) la Date d'Effet, le conseil de gérance, agissant au nom et pour le compte de la Société, ne doit pas, sauf avec le consentement préalable et écrit de l'Associé B, prendre toute décision au nom de la Société qui constitue ou qui porte sur un Domaine Réservé des Associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Sous réserve des stipulations des Statuts, le(s) Gérant(s) A et dans la mesure applicable, les Gérants B, peu(ven)t être nommé(s) et librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des Associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

14.2 Le(s) Gérant(s) A sera(ont) nommé(s) sur proposition de l'Associé A par l'assemblée générale des Associés qui fixera leur rémunération et durée de mandat. Lors de la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B, deux (2) Gérants B seront nommés sur proposition de l'Associé B par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.3 Sous réserve des stipulations du Pacte d'actionnaires, si un Gérant A cesse d'être un gérant de la Société pour une cause quelconque (y compris de démission ou de licenciement) ou s'il existe un poste vacant pour un Gérant A pour toute autre raison, l'Associé A aura le droit de proposer la nomination d'un nouveau Gérant A au Conseil de Gérance, qui doit être une Personne Eligible. L'Associé A doit présenter une lettre à l'Associé B exposant cette proposition et incluant les noms d'au moins deux (2) candidats Gérants A. L'Associé B doit (i) si une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires de la Société est tenue, apparaître à cette assemblée ou faire en sorte que leurs Parts Sociales soient comptées comme présentes, aux fins d'établir le quorum et voter en faveur de la nomination de l'un des Gérants A ou (ii) agir par consentement écrit à l'égard de (ou faire en sorte de voter ou d'être sollicité par consentement écrit) toutes leurs Parts Sociales en faveur de la nomination d'un (1) candidat Gérant A.

14.4 Sous réserve des stipulations du Pacte d'actionnaires, si l'Associé A souhaite révoquer un Gérant A nommé d'après leur proposition du Conseil de Gérance, il doit soumettre une lettre à l'Associé B proposant qu'un tel Gérant soit démis de ses fonctions. L'Associé B doit (i) si une assemblée annuelle ou extraordinaire des Associés de la Société est tenue, apparaître à cette assemblée ou autrement obliger ses / leurs Parts Sociales à être comptées comme présentes, à des fins d'établissement d'un quorum, et de voter en faveur de cette destitution ou (ii) agir par consentement écrit à l'égard de (ou faire voter ou solliciter par consentement écrit) toutes leurs Parts Sociales en faveur de cette révocation. L'Associé A doit indemniser et maintenir la société indemnisée contre toute réclamation de tout Gérant A lié à la révocation d'un Gérant A.

14.5 Si un Gérant B cesse d'être un gérant de la Société pour quelque raison que ce soit (y compris la démission ou le licenciement) ou un poste vacant est disponible pour un Gérant B pour toute autre raison, l'Associé B aura le droit de proposer la nomination d'un nouveau Gérant B pour le Conseil de Gérance, qui doit être une Personne Eligible. L'Associé B soumet une lettre à l'Associé A énonçant cette proposition et y compris les noms d'au moins deux (2) candidats B Gérants. L'Associé A doit (i) si une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires de la Société est tenue, apparaître à une telle réunion ou autrement obliger ses / leurs Parts Sociales à être comptées comme présentes, à des fins d'établissement d'un quorum, et de voter en faveur de la nomination d'un des candidats Gérants B ou (ii) agir par consentement écrit à l'égard de (ou faire voter ou solliciter par consentement écrit) toutes leurs Parts Sociales en faveur de la nomination de l'un des candidats Gérants B; et

14.6 Si l'Associé B souhaite révoquer un Gérant B nommé à la suite de la proposition du Conseil de Gérance, il doit soumettre une lettre à l'Associé A proposant qu'un tel Gérant soit révoqué. L'Associé A doit (i) si une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires de la Société est tenue, apparaître à une telle réunion ou autrement obliger ses / leurs Parts Sociales à être comptées comme présentes, à des fins d'établissement d'un quorum, et de voter en faveur d'un tel licenciement ou (ii) agir par consentement écrit à l'égard de (ou faire voter ou solliciter par consentement écrit) toutes leurs Parts Sociales en faveur de ce licenciement. L'Associé B doit indemniser la société contre toute réclamation de tout Gérant B lié à la révocation d'un Gérant B.

Art. 15. Convocation aux réunions du Conseil de Gérance.

15.1 Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance doit être donné aux gérants au minimum cinq (5) jours ouvrables avant l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Un délai de préavis plus court d'une réunion du Conseil de Gérance peut être donné si (i) avant la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B, chaque Gérant A ou (ii) à partir de (y compris) un Cas de Nomination d'un Gérant B et tant qu'il y a des Gérants A en fonction, au moins un Gérant A et un Gérant B s'accordent par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un Conseil de Gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent Conseil de Gérance communiquée à tous les Gérants A et, dans la mesure où il y en a en fonction, tous les Gérants B.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les Gérants A et, dans la mesure où il y en a en fonction, tous les Gérants B seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance.

15.4 Avant la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B:

(A) L'Associé B conservera le droit d'envoyer un observateur à toute réunion du Conseil de Gérance («l'Observateur») et les stipulations de l'article 9.2 doivent s'appliquer mutatis mutandis; et

(B) L'Associé A doit s'assurer à ce que la Société veille à ce qu'un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrables d'une réunion du Conseil de Gérance de la Société soit donnée à tous les gérants et à ce que l'Observateur soit autorisé à en recevoir notification, ensemble avec:

- (1) un programme précisant avec suffisamment de précision les questions à être soulevées lors de la réunion; et
- (2) les copies de tous les documents qui seront discutés lors de la réunion.

Art. 16. Conduite des réunions du Conseil de Gérance.

16.1 Le Conseil de Gérance devra élire un président du conseil (le «Président du Conseil») de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du Conseil de Gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

16.2 Le Président du Conseil préside toutes les réunions du Conseil de Gérance.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant tout autre gérant (de la même classe que lui) comme son mandataire soit par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Aux fins de la réunion, le mandataire (i) doit représenter le Gérant A ou, dans la mesure du possible et selon le cas, le Gérant B par lequel il est nommé et peut voter à la place du Gérant A ou B, comme cela peut être le cas et (ii) peut aussi voter dans son propre droit. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du Conseil de Gérance.

16.4 Les réunions du Conseil de Gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Avant la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B, le Conseil de Gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité des Gérants A est présente ou représentée à une réunion du Conseil de Gérance. A partir de (et incluant) un Cas de Nomination d'un Gérant B et tant qu'il y aura des Gérants B en fonction, le quorum à atteindre à toute réunion du Conseil de Gérance (y compris les réunions ajournées) est:

(A) À l'égard de toute réunion à laquelle:

- (1) Aucune résolution relative aux Domaines Réservés du Conseil de Gérance n'est examinée ou approuvée; ou
- (2) Chaque résolution relative à des Domaines Réservés du Conseil de Gérance devant être considérée ou approuvée lors de cette réunion a été pré-approuvée conformément à l'article 16.12,

(B) De deux (2) gérants indépendamment du fait que ces gérants soient des Gérants A ou des Gérants B; et

(C) A l'égard de toute réunion lors de laquelle une résolution relative à un Domaine Réservé du Conseil de Gérance n'ayant pas été pré-approuvée conformément à l'article 16.12 est considérée ou approuvée, un (1) Gérant A et un (1) Gérant B, sauf si un Cas de Défaut (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaires) ou un Défaut de Financement (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaires) est relevé, en quel cas le quorum doit être de deux (2) Gérants B.

16.6 Aucune entreprise ne doit être conduite lors d'une réunion de gérance sauf si le quorum est atteint au début de la réunion et au moment où il est question de voter sur toute entreprise. Si le quorum est pas présent dans les trente (30) minutes après l'heure donnée pour une réunion des gérants dans l'avis de la réunion, alors il doit être ajourné pour deux (2) jours ouvrables dans le même temps et lieu.

16.7 Les réunions du Conseil de Gérance doivent prendre des décisions en adoptant des résolutions. A une réunion du Conseil de Gérance, chaque Gérant A et, dans la mesure où il y en a en fonction, chaque Gérant B, dispose d'une voix.

16.8 Avant la survenance d'un Cas de Nomination d'un Gérant B, une résolution est adoptée par un vote à la majorité des Gérants A présents ou représentés à cette réunion.

16.9 A partir de (et y compris) un Cas de Nomination d'un Gérant B et tant qu'il y aura des Gérants B en fonction, une résolution est adoptée, si:

(A) plus de votes sont exprimés en sa faveur (y compris, le cas échéant, la voix prépondérante du Président) que contre elle; et

(B) en outre et relativement à toute résolution relative à un Domaine Réservé du Conseil de Gérance qui n'a pas été pré-approuvée, au moins un Gérant A et un Gérant B ont voté en faveur de celui-ci.

16.10 Le Président du Conseil doit avoir une voix prépondérante en ce qui concerne toutes les questions autres que les Domaines Réservés du Conseil de Gérance (autre que lorsqu'un Défaut de Financement ou d'un Changement de Contrôle de l'Associé A, tels que ces termes sont définis dans le Pacte d'Actionnaires, a eu lieu, en quel cas le président doit avoir une voix prépondérante en ce qui concerne toutes les questions). Dans le cas où un Défaut de Financement ou d'un Changement de Contrôle de l'Associé A se produit lorsque le Président est un Gérant A, alors il est réputé avoir immédiatement mis fin à ses fonctions comme Président du Conseil et l'un des Gérants B alors en poste, dont le nom doit être ou a déjà été confirmé par l'Associé B, par écrit, à la Société, sera immédiatement nommé Président du Conseil, pour toute la durée où un Défaut de Financement subsiste, et dans le cas d'un changement de contrôle du Gérant A, pour toutes les réunions ultérieures du Conseil de Gérance, le Président doit être un tel gérant.

16.11 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

16.12 Pour l'application de l'article 16.5 et l'article 16.8, une résolution relative à un Domaine Réservé du Conseil de Gérance sera "pré-approuvée" si l'Associé dont le(s) gérant (s) nommé(s) (conformément à l'article 14.2) n'a(ont) pas proposé une telle résolution, a consenti à une telle résolution (ou à l'action spécifique, étape ou décision envisagée par cette résolution), par écrit, avant la réunion en cause du conseil.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le Président et le secrétaire (le cas échéant), ou par deux (2) Gérants A ou, dans la mesure où il y a un Gérant B en fonction, par tout Gérant A avec tout Gérant B. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le Président, le cas échéant, ou par deux (2) Gérants A ou, dans la mesure où il y a un Gérant B en fonction, par tout Gérant A avec tout Gérant B.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, (ii) pour la durée où la Société n'a que des Gérants A et pas de Gérants B, par la signature de deux (2) Gérants A, ou (iii) si la Société a des Gérants A et des Gérants B, par la signature conjointe de tout Gérant A avec tout Gérant B ou (v) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le gérant unique ou le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et surveillance

Art. 19. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année («l'Exercice Social»).

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil de Gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un Associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du Conseil de Gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi, aux Statuts et au Pacte d'Actionnaires. En particulier, tout rachat ou distribution faite par la Société à la suite de la Date d'Effet et vente ou refinancement d'une Propriété (telle que définie dans le Pacte d'Actionnaires et à la suite du paiement de tout coûts, dépenses, dettes auxquels il est fait référence dans le Pacte d'Actionnaires) soit être faite de telle façon à ce que:

(A) Premièrement, en priorité, toute Contribution du Sponsor (Sponsor Contribution) (telle que définie dans le Pacte d'Actionnaires) soit repayée.

(B) Deuxièmement, en priorité, que toute distribution soit faite à l'Associé B de façon à ce que celui-ci reçoive cette partie du Montant de Retour Minimum (Minimum Return Amount) (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaire) qui n'a pas été autrement payé conformément au paragraphe (C) ci-dessous.

(C) Troisièmement en priorité à la condition que l'Associé B reçoive le Montant de Retour Minimum (Minimum Return Amount) (tel que défini dans le Pacte d'Actionnaires), les sommes en surplus (si elles existent) soient distribuées entre les Actionnaires aux Actionnaires pari passu et au prorata du nombre de parts sociales détenues par elles à cette date après déduction de la part au prorata de l'Associé B et la réallocation à la part de l'Associé A du montant payé à l'Associé B conformément au paragraphe (B) ci-dessus.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Sous réserve des stipulations du Pacte d'Actionnaires, le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les Statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux Associés conformément à la Loi et des Statuts et du Pacte d'Actionnaires.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les Associés conformément aux stipulations du Pacte d'Actionnaires et l'article 21.5 étant applicable mutatis mutandis.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les Statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi et tout Pacte d'Actionnaires.

Art. 24. Définitions. Les termes clés utilisés dans ces articles auront le sens qui leur est attribué comme suit:

«Affilié» désigne, par rapport à toute Partie, toute filiale ou société mère de cette Partie et toute filiale d'une telle société mère, dans chaque cas de temps à autre (mais à l'exclusion, pour éviter tout doute, de tout membre du Groupe);

«Associés» désigne les titulaires de Parts Sociales de temps à autre;

«Associé A» désigne le titulaire de Parts Sociales de Catégorie A de temps à autre;

«Associé B» désigne Roundshield (y compris, le cas échéant, son(s) cessionnaire(s) ou candidats aux termes du Pacte d'Actionnaires), indépendamment du fait qu'il détienne ou non des Parts Sociales de la Société et tout détenteur de Parts Sociales de Catégorie B de temps à autre;

«Cas de nomination d'un Gérant B» a le sens donné par le Pacte d'Actionnaires;

«Charge» désigne tout intérêt ou investissement en capital de toute personne (y compris le droit d'acquérir, poser une option ou un droit de préemption ou de conversion) ou de toute hypothèque, nantissement, privilège, cession, hypothèque, sûreté, réserve de propriété ou de toute autre convention de sûreté ou un arrangement ou un accord pour créer tout ce qui précède;

«Date d'Effet» désigne la première date à laquelle une obligation émise par la Société et détenue par un Actionnaire B se convertit en une Part Sociale de Catégorie B tel que mentionné ci-après dans le Pacte d'Actionnaires et les termes et conditions régissant ces obligations;

«Date de l'option de vente» désigne la date initiale correspondant à soixante (60) mois après la date du Pacte d'actionnaires;

«Documents Financiers» a le sens donné par le Pacte d'Actionnaires;

«Domaine réservé au Conseil de Gérance» a le sens donné par le Pacte d'Actionnaires;

«Domaine Réservé d'Impasse des Associés» désigne un Domaine Réservé des Associés qui est d'une importance fondamentale pour les opérations de l'Activité (Business) (telles que définie dans le Pacte d'Actionnaires) ou la relation entre les Associés;

«Domaine Réservé d'Impasse du Conseil de Gérance» désigne un Domaine Réservé du Conseil de Gérance qui est d'une importance fondamentale pour les opérations de l'Activité (Business) (telle que définie dans le Pacte d'Actionnaires) ou la relation entre les Associés;

«Domaine Réservé des Associés» inclut les décisions suivantes:

1. permettre l'inscription d'une personne comme associé de la Société, autre que:
 - (A) Roundshield;
 - (B) L'Associé A relativement à son investissement initial; et
 - (C) Chacun de leurs cessionnaires, conformément au Pacte d'Actionnaires.
2. changer le nom de la Société.
3. Modifier, sous quelque aspect que ce soit, les Statuts ou les droits attachés à chacune des Parts Sociales ou Obligations (telles que définies dans le Pacte d'Actionnaires).
4. Modifier sur un point important la nature de l'Activité de la Société ou le commencement de toute nouvelle entreprise par la Société qui n'est pas auxiliaire ou accessoire à la Société.
5. Changer le capital social émis de la Société (y compris toute réduction de capital).
6. Nommer ou destituer des auditeurs de la Société.
7. Approuver les comptes sociaux de la Société et/ou tout changement dans les principes de comptabilité de la Société et/ou tout changement à la fin de l'Exercice Social de la Société.
8. Pour la Société de déclarer ou verser tout dividende ou autre distribution autrement qu'en conformité avec la clause 21.
9. La liquidation, administration, séquestre, séquestre administratif, faillite, dissolution ou radiation de la Société, ou les mesures en vue de réaliser chacune de ces Parts Sociales.
10. La vente par, ou la fusion de la Société ou la vente de tout bail ou en pleine propriété et/ou de l'entreprise.
11. La Société accordant toute forme de sécurité, garantie, garantie, indemnité ou autre charge en faveur de toute personne.

«Gérant A» désigne toute personne nommée au Conseil de Gérance par les Associés sur proposition de l'Associé A;

«Gérant B» désigne toute personne nommée au Conseil de Gérance par les Associés sur proposition de l'Associé B;

«Impasse» désigne le cas où une résolution est proposée lors d'une assemblée des Associés dûment convoquée ou du conseil de gérance et l'un des cas suivants s'applique:

(a) Il n'y a pas de quorum pour la réunion du conseil de gérance relative à l'examen d'une résolution concernant un Domaine Réservé d'Impasse du Conseil et il n'y a pas de quorum lors de la réunion lorsque celle-ci est convoquée à nouveau, suite à un ajournement;

(b) Il n'y a pas de quorum à l'assemblée des Associés pour envisager un Domaine Réservé d'Impasse des Associés et aucun quorum lors de la réunion lorsque l'assemblée est de nouveau convoquée suite à un ajournement;

(c) Lorsqu'il y a une réunion du conseil de gérance, parmi les gérants présents, tous les Gérants B ou les Gérants A votent contre ou s'abstiennent de voter la résolution (sauf si l'un d'eux a proposé la résolution) et la résolution concerne un Domaine Réservé d'Impasse du Conseil; ou

(d) Lorsqu'il y a une assemblée des Associés, l'Associé B ou l'Associé A vote contre ou s'abstient de voter la résolution (à moins que l'un d'eux l'ait proposée) et la résolution concerne un Domaine Réservé d'Impasse des Associés.

«Jour Ouvrable» désigne un jour (qui ne soit pas un samedi ou un dimanche) où les banques sont, en général, ouvertes (i) à Londres, Royaume-Uni et (ii) au Grand-Duché de Luxembourg pour la transaction de l'activité bancaire courante;

«Parts Sociales» désigne les Parts Sociales de Catégorie A et les Parts Sociales de Catégorie B et «Action» désigne chacune d'elles;

«Parts Sociales de Catégorie A» désigne toute part sociale détenue de temps à autre par l'Associé A et ayant les droits et étant soumises aux restrictions énoncées dans les Statuts pour les Parts Sociales de Catégorie A;

«Parts Sociales de Catégorie B» désigne toute part sociale détenue de temps à autre par l'Associé B et ayant les droits et étant soumises aux restrictions énoncées dans les Statuts pour les Parts Sociales de Catégorie B;

«Personne Eligible» désigne une personne physique qui réside au Grand-Duché de Luxembourg et n'a pas à tout moment:
(a) résidé dans toute juridiction identifiée de temps à autre par le Groupe d'Action Financier (Financial Action Taskforce) comme ayant un risque élevé et / ou étant une juridiction non coopérative;

(b) apparu sur aucune des listes de ressortissants spécifiquement désignés ou de personnes désignées comme étant liées à des sanctions économiques ou financières ou d'embargos commerciaux imposés, administrés ou appliqués de temps à autre par:

(i) le gouvernement américain

(ii) le Bureau de contrôle des Avoirs Etrangers du Département du Trésor américain ou du Département d'État américain;

(iii) le Conseil de sécurité des Nations Unies;

(iv) l'Union européenne; ou

(v) le Trésor de Sa Majesté du Royaume-Uni

(c) Chaque version telle que modifiée, complétée ou substituée de temps à autre;

(d) fait l'objet d'une amende matérielle ou censure (ou autre mesure de sanction) relativement à sa conduite par un organisme gouvernemental ou réglementaire dans toute juridiction;

(e) fait faillite ou qui a fait un arrangement de composition avec ou pour le bénéfice de ses créanciers, ou a fait l'objet d'une procédure similaire en vertu de la loi d'un autre Etat;

(f) a été disqualifié en tant qu'administrateur dans toute juridiction; ou

(g) a eu un casier judiciaire dans son pays (à l'exception des délits mineurs tels que les excès de vitesse et infractions de stationnement) et qui, de l'avis raisonnable de l'Associé, qui ne nomme pas un tel Gérant, avoir fait la demande, n'est pas impliqué dans toute entreprise, activité ou association qui est en conflit avec ou par ailleurs incompatible avec l'intérêt social de la Société.

«RoundShield" désigne RoundShield Luxembourg I, S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée dans le Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B185664.

Souscription et libération

Les statuts étant ainsi rédigés par le comparant susmentionné et représenté comme dit ci-dessus, de dernier déclare souscrire aux douze mille (12.000) Parts Sociales de Catégorie A, et déclare les avoir libérées intégralement comme suit:

- par un apport en espèces d'un montant de onze mille neuf cent quatre-vingt-dix- neuf livres sterling (GBP 11.999.-), et

- par un apport en nature consistant en l'apport d'une (1) part sociale ordinaire que le comparant détient dans Buttons Operations Limited, une société anglaise enregistrée sous le numéro 9753655 et ayant son siège social au 1 Georges Square, Bath Street, Bristol BS1 6BA, Royaume-Uni (l'«Apport en Nature»).

L'Apport en Nature est évalué sur la base d'un rapport établi par l'Associé à un montant d'une livre sterling (GBP 1.-) ce qui correspond à la valeur nominale de la part sociale détenue dans Buttons Operations Limited.

Le comparant a déclaré encore que l'Apport en Nature est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport en Nature à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport en Nature à la Société.

Preuve de l'apport en espèce et de l'Apport en Nature a été donnée au notaire soussigné.

L'ensemble des parts sociales souscrites a été intégralement libéré, de sorte que la somme de onze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf livres sterling (GBP 11.999.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2016.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (EUR 1.200.-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société sera gérée par trois (3) gérants de catégorie A:

- Monsieur Nicolas Gautier, commerçant, né le 11 août 1978 à Tokyo, Japon, avec adresse personnelle à 8 Limerston Street, SW10 0HH London, Royaume-Uni;

- Madame Elke Leenders, employée privée, née le 2 août 1980 à Maaseik, Belgique, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg- Findel, Grand-Duché de Luxembourg; et

- Madame Hana Balajkova, employée privée, née le 24 février 1983 à Zlin, République Tchèque, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

- Les gérants sont nommés pour une période illimitée.

2. L'adresse du siège social de la Société est fixée 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête du comparant, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, cette dernière a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: K. Klingele, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 23 septembre 2015. GAC/2015/8114. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): N. DIEDERICH.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 28 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158519/995.

(150175475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Luxornim, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 172.581.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015159556/9.

(150175394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2015.

Vauban Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 130.617.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015159023/10.

(150175216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Shield Investments III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 168.010.

1- Le siège social de l'associé unique Sword Capital Holdings III SA a changé et est désormais au 86A, avenue Louis-Casaï, c/o KENDRIS SA, 1216 Cointrin, Suisse;

2- L'adresse du gérant Declan Williams a changé et est désormais au Ground Floor, Suite 25, the Mall, Beacon Court, Sandycroft, Dublin 18, Irlande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158954/14.

(150175476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.
